

ASSEMBLÉE NATIONALE

13 novembre 2019

RELATIF À L'ENGAGEMENT DANS LA VIE LOCALE ET À LA PROXIMITÉ DE L'ACTION
PUBLIQUE - (N° 2401)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 315

présenté par
Mme Charvier

ARTICLE 2

Rétablir le II de l'alinéa 10 dans la rédaction suivante :

« II. – L'article L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

« 1° Le premier alinéa est ainsi rédigé :

« Les métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération et communautés de communes, qui constituent avec leurs communes membres un groupe local par leurs liens indéfectibles de complémentarité et d'interdépendance, sont administrées par un organe délibérant composé nécessairement de délégués des communes membres désignés dans les conditions prévues au titre V du livre I^{er} du code électoral. » ;

« 2° À la première phrase du dernier alinéa, après la référence : « des articles L. 273-10 », est insérée la référence : « , L. 273-11 ». »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement a pour but de rétablir le II dans sa version adoptée au Sénat et supprimée en commission.

Il est proposé de consacrer de façon indéfectible la complémentarité entre commune et intercommunalité, en prévoyant que les élus communautaires émaneront toujours des communes.

Cette question est essentielle car un changement de mode de scrutin qui couperait le lien entre communes et intercommunalité transformerait certains maires en observateurs sans moyens, puisque l'essentiel de ce qui concerne leur territoire se passerait ailleurs et sans eux.